



POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE SUISSE: VERS L'IMPASSE ?

AGEFI - 10.10.2018

NOUS SOMMES AUX PORTES D'UNE IMPASSE POLITIQUE ET POURRIONS BIENTÔT CONNAÎTRE DE SÉRIEUX PROBLÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ.

Alors que Mme Leuthard s'apprête à quitter le Conseil fédéral, la suite de la politique énergétique suisse fait l'objet de plusieurs interventions teintées d'inquiétude dans divers médias romands.

Certes, une large majorité du peuple suisse a adopté la Stratégie énergétique 2050, qui repose notamment sur la sortie progressive du nucléaire. Certes, les subventions nécessaires au développement des énergies renouvelables sont disponibles pour les années à venir, sans que cela coûte aussi cher au consommateur suisse qu'au consommateur allemand. Certes, l'efficacité énergétique s'améliore encore, notamment au sein des grandes entreprises, par le biais de conventions d'objectifs conclues en particulier avec l'Agence de l'énergie pour l'économie.

Mais il n'en demeure pas moins que notre pays importe toujours plus de courant pendant l'hiver et que cette dépendance de l'étranger va s'accroître avec l'arrêt progressif des cinq centrales nucléaires suisses, à commencer par celle de Mühleberg.

Jusqu'à cet été, la quasi-unanimité des experts évoquait la possibilité de pouvoir stocker à terme d'importantes quantités d'électricité produite pendant la belle saison avec des panneaux photovoltaïques, pour utiliser ce stock de courant pendant l'hiver. Las, la sécheresse a eu notamment pour conséquence de générer une forte demande de courant en Europe pour des besoins de refroidissement, sans pour autant accroître la production d'énergie photovoltaïque. Et certains craignent que ce phénomène se répète à l'avenir.

Quant à la production d'électricité au moyen d'éoliennes sur territoire suisse, personne ne peut nier qu'elle ne correspondra pas avant longtemps à une planification aussi ambitieuse que théorique, comme le prouve le fait qu'aucune éolienne n'est encore en service dans le canton de Vaud.

En définitive, la promesse d'une certaine autonomie énergétique, faite par ses partisans lors de la campagne pour la Stratégie énergétique 2050, relève au mieux du vœu pieux: la dépendance de la Suisse pour son approvisionnement en électricité va encore augmenter. En ce sens, on notera que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) recommande cette semaine à notre pays d'achever le plus tôt possible les négociations concernant l'accord sur l'électricité avec l'UE. Mais, sans même parler de la difficulté de conclure un tel accord sans accord institutionnel avec l'UE, on relèvera que le rattachement juridique au marché européen de l'électricité implique une ouverture complète du marché suisse de l'électricité.

Quand on sait à quel point cette ouverture est combattue par la gauche, qui cherche entre autres à conserver les revenus tirés des consommateurs captifs d'électricité, comme dans le cas de la ville de Lausanne, on ne peut s'empêcher de penser que Mme Leuthard a mangé le pain blanc de ses successeurs à la tête de la politique énergétique suisse.

Nous sommes aux portes d'une impasse politique et pourrions bientôt connaître de sérieux problèmes d'approvisionnement en électricité.